

<https://www.infomigrants.net/fr/post/26073/libye-le-calvaire-des-migrants-tortures-et-executes-dans-des-centres-de-detention-clandestins>

Actualités



Ces migrants ont été interceptés par les garde-côtes libyens en janvier 2018 puis envoyés en centres de détention officiels. Crédit : ANSA/Zuhair Abusrewil

Libye : le calvaire des migrants torturés et exécutés dans des centres de détention clandestins

Par [Anne-Diandra Louarn](#) Publié le : 16/07/2020

Une enquête du Wall Street Journal révèle qu'un nombre croissant de migrants interceptés en Méditerranée par les garde-côtes libyens sont envoyés, à leur retour en Libye, dans des centres de détention non officiels. Exploitation, violences, chantage et même exécutions y sont couramment pratiqués. Depuis le début de l'année, au moins 3 000 migrants sont ainsi, selon l'ONU, portés disparus.

"La situation pour les personnes vulnérables et plus particulièrement les migrants est la pire que nous ayons connu depuis des années en Libye", alerte Safa Msehli, porte-parole de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). D'après [une enquête du Wall Street Journal](#) publiée lundi 13 juillet, les cas d'exploitation, de kidnapping et de tortures des migrants ont explosé depuis le début de l'année en Libye. Ce sont principalement des milices qui s'adonnent à ces actes dans des centres de détention non officiels, tout en rançonnant les familles des victimes.

Souvent dissimulés dans des entrepôts vides ou des usines désaffectées, ces centres non officiels sont de véritables zones de non-droit où les conditions de détention sont inhumaines : les migrants sont entassés par dizaines dans des pièces sans lumière, sans accès à l'eau ou à des toilettes et privés de vrais repas. Ils y subissent également des sévices souvent filmés et

envoyés à leurs familles qui doivent alors trouver des sommes d'argent faramineuses pour tenter de les sauver.

>> À (re)lire : ["En Méditerranée, on peut mourir une fois. En Libye, nous mourrons tous les jours"](#)

Les quelque 12 000 dollars envoyés par la famille de Juwel Howladar n'ont malheureusement pas suffi pas à obtenir sa libération. Ce jeune Bangladais de 24 ans fait partie des [30 migrants abattus fin mai dans un entrepôt de contrebande à Mezda](#), au sud-ouest de Tripoli pour venger la mort d'un de leurs geôliers survenue quelques jours plus tôt dans des circonstances inconnues. La soeur de Juwel Howladar a raconté au Wall Street Journal avoir reçu, peu avant sa mort, des dizaines de messages de son frère agonisant, en larmes, pendant que ses ravisseurs l'électrocutaient.

Bien que non quantifiables et ni localisables, les centres de détention non officiels comme celui de Mezda existent depuis que la Libye est devenue un pays de transit très emprunté par les migrants clandestins rêvant d'Europe. Le bureau libyen du Danish Refugee Council estime que 10% des 800 000 migrants et réfugiés du pays sont passés au moins une fois dans l'une de ces prisons non officielles au cours des dernières années.

Deux nouveaux centres de détention officiels à venir

Le gouvernement libyen promet depuis des années de s'attaquer à ces centres mais la guerre civile qui a éclaté depuis avril 2019 et les arrivées continues de sans-papiers compliquent, dit-il, ses efforts.

S'ajoutent également les milliers de migrants interceptés en mer par les garde-côtes libyens, dans le cadre d'un accord passé il y a quelques années avec l'Union européenne, pour réduire le flux des débarquements clandestins sur les côtes du Vieux Continent. "Nous avons observé ces derniers mois que beaucoup de migrants interceptés étaient ensuite envoyés dans des centres de détention non officiels à leur retour. Ils sont actuellement 3 000 à être portés disparus", selon Safa Msehli de l'OIM, jointe par InfoMigrants. "Nous appelons le gouvernement libyen à clarifier le sort de ces personnes".

>> À (re)lire : [Près de 300 migrants renvoyés en Libye en une journée](#)

Tripoli s'est aussi engagé, l'année dernière, à fermer au moins quatre de ses onze centres de détention officiels pour, à terme, mettre fin à l'emprisonnement arbitraire des sans-papiers en Libye. Mais les résultats se font attendre. Car même si certains centres officiels comme [celui de Tajoura qui avait été bombardé en juillet 2019](#), ont été vidés il y a plusieurs mois, la politique du gouvernement ne semble pas prendre la bonne direction : "L'OIM a été informée que deux nouveaux centres officiels seront ouverts dans les jours ou les semaines à venir. Nous n'avons toujours aucun droit de regard sur la gestion de ces centres, nous continuons donc d'appeler à la libération des migrants détenus et à des solutions alternatives", conclut Safa Msehli.

Depuis le début de l'année, les garde-côtes libyens ont intercepté et ramené près de 6 000 migrants.